

Les États-Unis vont-ils rester membres de l'ONU ?

Article rédigé par , le 01 février 2017

[Source : Boulevard Voltaire]

Aux États-Unis, les élections de novembre dernier n'ont pas seulement permis à Donald Trump d'accéder à la présidence, elles ont aussi amené une majorité républicaine au Sénat ainsi qu'à la Chambre des représentants. Cette majorité devrait permettre la réalisation des projets de Trump. Cela amène à nous questionner sur l'avenir de l'Organisation des Nations unies. Les États-Unis vont-ils rester membres de l'ONU ?

Le 23 décembre 2016, Trump a déclaré que « *pour les Nations unies, les choses vont changer après le 20 janvier 2017* », date de la passation de pouvoir avec Barack Obama.

Aussi, le 26 décembre 2016, Donald Trump annonçait via son compte Twitter que

« les Nations unies ont un énorme potentiel, mais à l'heure actuelle, c'est seulement un groupe où les gens se réunissent, discutent et passent un bon moment. C'est déplorable ! »

»

Dans l'autre camp, un article du *Telegraph* datant du 19 janvier 2017 nous parle de l'ambiance négative qui règne au siège des Nations unies de New York peu avant l'inauguration de la présidence Trump. Elle y est décrite comme « *incertaine* » et « *méfiante* ». Certains vont plus loin et parlent de « *désespoir* ».

Selon le programme du Congrès américain, une proposition anti-ONU a été faite le 3 janvier 2017 par un membre républicain du Congrès. C'est à cette date que les nouveaux membres du Congrès sont entrés en fonction. Le projet est déjà soutenu par six autres élus républicains. Le texte complet du projet de loi propose une sortie totale de l'ONU et fait partie d'un acte législatif plus large nommé *Acte de restauration de la souveraineté américaine de 2017*. La loi propose une sortie de tous les organes de l'ONU et il en irait donc de même pour l'Organisation mondiale de la santé, par exemple. Le texte complet est disponible [ici](#).

Le projet de loi doit passer quelques étapes préliminaires avant d'être débattu puis voté au Sénat et à la Chambre des représentants. Par exemple en commission des affaires étrangères. Si le projet de loi obtient une majorité de voix au Congrès, alors le président signe le projet de loi qui entre en vigueur.

Dans ses discours, le président Donald Trump s'est toujours déclaré pour un retour de l'indépendance et de la souveraineté des États-Unis. Trump s'est également déclaré favorable à un retrait des affaires nationales d'autres pays. Il semblerait, alors, que Trump puisse soutenir ce projet de loi.

Il en va de même pour le vice-président des États-Unis, Mike Pence, qui a voté à plusieurs reprises en faveur de projets anti-ONU.

Il est donc raisonnable de penser qu'ils soutiendront ce projet de loi tous les deux. Il est aussi possible que ce dernier soit utilisé pour donner plus de poids au président des États-Unis dans de potentielles négociations quant à une possible réforme des Nations unies. Rappelons l'importance des États-Unis au sein de l'ONU : un siège permanent au Conseil de sécurité et, surtout, premier donateur pour le fonctionnement de l'organisation, contribuant à 22 % au budget total des Nations unies, ce qui est plus que les 175 pays donnant le moins aux Nations unies combinés.

Affaire à suivre...

Elias Jonasson